

CAEN NORMANDIE MÉTROPOLE

pôle métropolitain

Extrait du Registre des Délibérations du Comité Syndical Séance du vendredi 22 mai 2026

DCS13-2026

Le 22 mai 2026, à 13h, le Comité Syndical, régulièrement convoqué le 15 mai 2026, s'est réuni, dans sa composition prévue à l'article 4-1.3 des statuts du pôle métropolitain, à l'Hémicycle de Caen la mer, sur convocation adressée à ses membres par Monsieur Emmanuel RENARD, Président.

Nombre de délégués
en exercice : 74
Quorum requis : 37

Présents : 69
Pouvoirs : 3
Votants : 72

Excusés : 7

Date de convocation :
15/05/2026

Étaient présents :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Romain BAIL, Mme Olga BOUBET-FURAHA, Mme Cécile COTTENCEAU, M. Renaud DE SAINT DENIS, M. Damien DE WINTER, M. Fabrice DEROO, M. Nicolas JOYAU, M. Jean-François JURASCHEK, Mme Azilis LADJADJ, M. Stéphane LE HELLEY, M. Marc LECERF, M. Patrick LEDOUX, M. Benjamin LEPAYSANT, M. Philippe MARS, M. Aristide OLIVIER, Mme Sylvie PERNOIT, Mme Dorothee PITOIS-BLESTEAU, M. Emmanuel RENARD, M. Thierry RENOUF, M. Rodolphe THOMAS, Mme Laurence TROLET, M. Bruno GODEFROY (délégué suppléant), M. Aurélien GUIDI (délégué suppléant), M. Christian HARDOUIN (délégué suppléant), M. Didrik JANIN-HAMEL (délégué suppléant), M. Michel LAFONT (délégué suppléant), M. Pascal POLIN (délégué suppléant), Mme Aminthe RENOUF (déléguée suppléante), Mme Magali SAINT (déléguée suppléante)

Communauté de communes Cingal – Suisse Normande : M. Jean-Claude BRETEAU, M. Pierre BRISSET, Mme Céline CAPET, M. Romuald FERRARI, Mme Lynda LAHALLE, M. Jacky LEHUGEUR, M. Loïc MELON, M. David MODESTE, M. Patrick MOREL

Communauté de Communes Cœur de Nacre : M. Philippe CHANU, M. Thông DAO, M. Arnaud DOLLEY, M. Thomas DUPONT-FEDERICI, M. Jean-Luc GUILLOUARD, M. Laurent HOTTELART, M. Franck JOUY, M. Olivier LAVAUULT, M. Alain DUVAL (délégué suppléant)

Communauté de communes Pays de Falaise : M. Sébastien BINET, M. Kévin DEWAELE, M. Jacques LE BRET, M. Bruno CANDON (délégué suppléant), M. Edouard REUSSNER (délégué suppléant)

Communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Christophe BRAUD, M. Rémy GUILLEUX, M. Jérôme LEBOUTEILLER, M. Bruno LEGRIX, M. Emmanuel MAURICE, M. Olivier PINEL, M. Didier BERTHELOT (délégué suppléant), M. Eric BURNEL (délégué suppléant), M. David GUESNON (délégué suppléant)

Communauté de communes Val es Dunes : Mme Ann BAUGAS, M. Jean-Christophe CARON, Mme Marie-Françoise ISABEL, M. Guillaume LECOEUR, M. Philippe PESQUEREL, M. Yves LEBOURGEOIS (délégué suppléant), Mme Angélique LEMIERE (déléguée suppléante), M. Jacques-Yves OUIIN (délégué suppléant)

Indemnités de fonction du Président

Etaient présents mais ne prenaient pas part aux votes :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Jean-Marc PHILIPPE, M. Pierre SCHMIT

Communauté de communes Cingal Suisse Normande : Mme Isabelle ONRAED (déléguée suppléante)

Communauté de communes Cœur de Nacre : Mme Florence LASKAR (déléguée suppléante), M. Loïc PIERRE-BOITARD (délégué suppléant)

Communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Frédéric JUS (délégué suppléant), M. Philippe LANDREIN (délégué suppléant), Mme Martine PIERSELA (déléguée suppléante)

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Benjamin CAMPOS (pouvoir à M. Emmanuel RENARD), Mme Sonia DE LA PROVOTE (pouvoir à M. Aristide OLIVIER)

Communauté de communes Val-ès-Dunes : M. Philippe PIARD (pouvoir à M. Philippe PESQUEREL)

Etaient excusés :

Communauté Urbaine Caen la mer : M. Xavier HAY, M. Laurent MATA (délégué suppléant)

Communauté de communes Cingal Suisse Normande : M. Serge LADAN

Communauté de communes du Pays de Falaise : Mme Sylvie GRENIER

Communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon : M. Jean-Luc MOTTAIS

Communauté de communes Val-ès-Dunes : M. Olivier GUILLEMETTE, Mme Maria MONTERO

Indemnités de fonction du Président

Exposé :

La loi a prévu la faculté pour l'organe délibérant de décider du versement d'indemnités de fonctions aux élus, venant compenser les dépenses et les sujétions résultant de l'exercice de leur charge publique. Ainsi, l'article L5211-12 du Code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025, prévoit que « Les indemnités maximales votées par le conseil ou le comité d'un syndicat de communes pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président [...] sont déterminées par décret en Conseil d'Etat par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. »

L'article L5711-1 du CGCT applique article L5211-12 aux syndicats mixtes fermés.

Proposition :

CONSIDERANT que :

- Les indemnités du Président et des Vice-présidents d'un syndicat mixte fermé sont déterminées par le barème fixé selon la population totale des communes adhérentes au syndicat ; et selon l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale ;
- La population du Pôle métropolitain Caen Normandie Métropole, syndicat mixte fermé, est de plus de 200 000 habitants ;
- Le taux maximum autorisé pour cette tranche de population est de 37,41 % pour le Président, selon l'article R5212-1 du CGCT (soit, actuellement, 1 536,75 € bruts mensuels) ;
- Il appartient au Comité syndical de fixer les indemnités au Président et aux Vice-Présidents.

Il est proposé de fixer les indemnités au taux maximum pour le Président.

Décision :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-12, L5711-1 et R5212-1 ;

Vu le Décret n°2004-615 du 25 juin 2004 relatif aux indemnités de fonctions, article 3 ;

Le Comité syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** de fixer les indemnités au taux maximum pour le Président,
- **AUTORISE** le Président à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget,
- **DIT** que la délibération sera transmise en préfecture.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du président du syndicat mixte, étant précisé que celui ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un délai de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite pourra elle même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Pour extrait conforme,

La secrétaire de séance,

Le Président,

Marie-Françoise ISABEL

Emmanuel RENARD

